



La Commune



Mélenchon, le miroir aux alouettes

le miroir aux alouettes | Elections présidentielles : Jean-Luc Mélenchon

Est-il besoin de parler du programme de Sarkozy ? Nous en subissons tous les jours les dramatiques conséquences. La notion même de progrès social est étrangère à ce programme qui tente de rivaliser chaque jour un peu plus avec celui du FN. Sarkozy ne promet rien d'autre que la continuité dans le pire. La seule réponse qu'appelle ce programme a été apportée par les habitants de Bayonne : " dégage ! ". Qu'en est-il de ses rivaux Hollande et Mélenchon ?

Commençons par celui qui, en toute modestie, se présente comme l'enfant des Lumières : Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche qui est une coalition largement vertébrée par le PCF. Candidat aujourd'hui soutenu par " la gauche anticapitaliste du NPA ", laquelle considère que la candidature de ce transfuge de l'OCI, puis du PS, ancien ministre de Jospin, est une candidature de " rassemblement anticapitaliste ". Certes, les actes ne suivent pas les hommes et la campagne de Mélenchon a le goût d'une campagne anticapitaliste, tout comme le Canada-dry a le goût de l'alcool, sans en être. Dans la Bible, Saül, transfiguré, est devenu Paul. Dans la vie, Mélenchon reste un opportuniste. Nous ne jugeons pas sur des impressions, sur des postures, des discours lyriques mais sur le programme de ce candidat et ses actes.

Un homme d'Etat

Jean-Luc Mélenchon fut donc ministre délégué à l'enseignement professionnel. On lui doit la création des Lycées des métiers qui lui valurent les félicitations de la PEEP, association de parents d'élèves classée à droite. Ce " Lycée des Métiers " aujourd'hui tant décrié par les enseignants avait pour but de fusionner les Lycées professionnels publics et les CFA patronaux et de généraliser l'alternance école-entreprise, pour mieux répondre aux besoins du patronat. Mélenchon le tribun ne s'en vante pas dans ses meetings...

Le calcul est simple : un BEP en deux ans en alternance équivaut à une année de cours théoriques et pratiques en moins. Les BEP n'y ont pas résisté. Quelques années plus tard, la droite les a purement et simplement supprimés. Jusqu'à plus ample informés, Mélenchon n'a jamais regretté cette mesure par la suite. Confère le peu de place que son programme accorde à l'enseignement technique : " l'investissement de l'État dans l'enseignement professionnel sera augmenté de 50 % pour que les enseignements techniques, professionnels et généraux soient d'égale qualité. " Sous-entendu : pas question de revenir sur l'alternance, sur la suppression des CAP et des BEP ; Ce qui est fait n'est plus à défaire, en somme.

L'Union Européenne

Jean Luc Mélenchon fut un véhément défenseur du traité de Maastricht en 1992, devant les Sénateurs. Il qualifia alors ce traité scélérat de " compromis de gauche ", dans un vibrant éloge à " la nation européenne " (le 9 juin 1992). Mais, en 2005, il devint l'une des figures emblématiques du Non au Traité constitutionnel européen. Un pas en avant, donc. Puis, aussitôt après la victoire du Non, il fit... Deux pas en arrière. En novembre de cette année-là, il vota la motion de synthèse du congrès du PS, basée sur le texte de Hollande. Il s'en expliquait alors dans son blog : *"La synthèse désigne la mise au point d'un texte d'orientation qui devient commun à ceux qui l'amendent. On part de la motion qui a recueilli le plus de voix, et on discute pour voir si ce qui paraît essentiel à chacun peut se retrouver dans un même texte. C'est ce qui a été fait. Il fallait ensuite savoir si j'approuvais ce compromis. C'est ce que j'ai fait avec la quasi-totalité des congressistes. Je l'ai fait parce que sur un point décisif à mes yeux j'obtenais gain de cause. Je parle, bien sûr, du refus de signer la Constitution européenne au lendemain de la prochaine élection présidentielle."* Le refus de signer la constitution européenne en 2007 ne mangeait plus de pain, à ce moment-là puisque que ce projet était mort, massivement rejeté dans plusieurs pays. Le PS demeurait un ardent défenseur de l'intégration européenne. A l'évidence, la rupture de Mélenchon avec le PS eût été crédible si elle s'était produite à ce moment-là. Les raisons qui ont motivé le départ précipité de Mélenchon du PS, quelques années plus tard, demeurent absconses.

Ne pas soutenir Mélenchon serait, paraît-il, faire oeuvre de sectarisme ? Certes, un pas en avant vaut mieux qu'une douzaine de programmes. Mais, quel pas en avant le Front de Gauche a-t-il fait ailleurs que dans les mots ? Lorsque l'on lit le programme du FG à propos de l'Europe, nous réalisons bien

vite qu'il n'est pas question d'abroger le traité de Maastricht, de rompre avec l'Union Européenne et ses institutions, telles la BCE. Les belles phrases sur " une autre Europe " y perdent leur sens. Mélenchon a changé... Et il n'a pas changé.

Droit au logement

Le logement ? Le Front de gauche se prononce pour l'interdiction des expulsions locatives. Simple promesse électorale ou engagement à mener le combat jusqu'au bout sur cette question ? Nous avons malheureusement quelques raisons d'en douter :

le 19 mars 2006, au sortir d'une manifestation contre le CPE, Jean-Luc Mélenchon est sollicité pour signer une pétition en défense des familles mallogées d'Alfortville, portée notamment par Monseigneur Jacques Gaillot ; France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand ; Lucie Aubrac, professeur agrégé, ancienne résistante, grand Officier de la Légion d'Honneur ; Raymond Aubrac, ingénieur, ancien résistant, grand Officier de la légion d'honneur ; Albert Jacquard, généticien ; Christian Mahieux, secrétaire national de SUD-rail. La réponse de Mélenchon sera surprenante : " les mal-logés, je ne peux pas les blairer ". Si c'est de l'humour au " second degré ", cela ne risquait pas de faire rire les familles sans logis ou parquées dans un hôtels-taudis que défendait cette pétition. Monsieur Mélenchon, lui, est bien logé et bien nourri. Il n'a donc pas signé cette pétition.

Expulsions

Les arrêtés anti expulsions des municipalités PCF : régulièrement des municipalités PCF adoptent des arrêtés anti expulsions. Tout aussi régulièrement, les Préfectures saisissent les tribunaux administratifs pour " retoquer " ces arrêtés. Ainsi, en 2004, le maire de Bobigny (93), Birsinger (décédé depuis) a pris un tel arrêté et dans le même temps l'Office HLM de cette ville, présidé par un de ses adjoints, prenait la responsabilité d'expulser 79 familles.

Jamais, ces maires n'ont saisi la cour administrative d'appel, interdit les expulsions dans leurs offices HLM. Et, donc, jamais le Conseil d'Etat n'a pu être saisi sur cette question. Jamais non plus Mélenchon, sénateur n'a demandé l'arrêt des expulsions et exigé que les arrêtés anti-expulsions ne soient plus déclarés illégaux par les pouvoirs publics. Ca non plus, l'orateur n'en dit mot...

Ou sont passées les 37,5 ?

Les retraites ? Le programme du FG se prononce pour la retraite à 60 ans à taux plein, 75% du salaire et pas une retraite en dessous du SMIC. Qui dit mieux ? En fait, il y a maldonne puisque la durée de cotisation n'est pas chiffrée, ce qui permet de ne pas revendiquer le retour aux 37,5 annuités public-privé. La formule " droit à la retraite à taux plein à 60 ans pour tous " en devient plus qu'ambiguë. Cela signifie-t-il qu'un salarié n'ayant pas les 41 années de cotisations requises depuis Balladur-Fillon ne pourra pas partir à 60 ans ? On cherche en vain dans ce beau document l'exigence de l'abrogation des lois Fillon-Balladur-Woerth

Voilà qui ressemble fort à la proposition de Hollande de permettre la retraite à 60 ans pour les carrières longues, à condition d'avoir travaillé 41 annuités. Quelle audace en vérité. Silence là aussi de Mélenchon dans ses discours...

Islamophobie

Mélenchon se réclame de la laïcité. Fort bien. Mais, au nom d'une laïcité mal digérée, il fait feu de tout bois contre les jeunes filles voilées. Souvenons-nous : lorsque le NPA avait présenté Ilham Moussaïd aux élections municipales dans le Vaucluse, il avait participé activement au concert des bienpensants en déclarant : " cette candidature n'est franchement pas une bonne idée et franchement, tout ça est régressif " Cela lui avait valu une réponse d'un camarade, réponse que nous partageons : " *Nous avons toi et moi longtemps appartenu au Parti socialiste, où il est de bon ton de stigmatiser les " voilées ". C'est dans ce parti que j'ai pu observer les manifestations les plus machistes et misogynes, sans que cela ne suscite aucun tollé chez les éléments masculins : blagues sexistes, intimidations physiques et, last but not least, infractions délibérées à la loi sur la parité. C'est drôle, dans ces cas-là, personne ne s'élève contre la " domination patriarcale ".*

Tu affirmes enfin qu'Ilham Moussaïd " divise " et qu'il lui faut " tirer les leçons de l'Histoire de France (...) parce que nous avons connu trois siècles de guerre de religion ". Si ce n'est pas un dérapage de ta part, cela y ressemble de près.

En quoi le foulard d'Ilham serait-il comparable à nos guerre de religions, à la déportation des juifs par la police française ou encore à la " mission émancipatrice " laïco-chrétienne en Algérie ? Il faut garder le sens de la mesure, Jean-Luc !

La laïcité qui décide comment il faut s'habiller sur la voie publique, qui prétend interpréter le sens que l'on donne à son apparence physique et qui exclut les têtes (et les voiles !) qui dépassent, ce n'est pas la laïcité : c'est l'intolérance et le refus de la différence. Jean-Luc, laisse cela aux Besson, Hortefeux, Gérin et Raoult" On n'a pas entendu ces dernières semaines, le " troisième " homme s'en vanter devant les salariés venus l'écouter.

Le Tibet

Enfin, parce qu'il faut terminer (provisoirement), soulignons le caractère très spécial de l'internationalisme de Mélenchon. N'a-t-il pas repris à son compte l'historiographie officielle de la bureaucratie chinoise en déclarant à propos du Tibet au moment des massacres : " Parler d'invasion en 1959 pour qualifier un événement à l'intérieur de la révolution chinoise est aberrant. " Façon même pas déguisée de ne pas condamner la répression sanglante au Tibet. L'a-t-il rappelé dans ses discours de Paris et de Toulouse où pourtant certains dirigeants de la Gauche anticapitaliste du NPA ont participé à la tribune ? Bien sûr que non.

En guise de conclusion

Mélenchon, ex-trotskyte, ex-gauche du PS, ex-PS, nouveau chien savant du stalinisme français nous rappelle furieusement cette chanson de Jacques Dutronc : " je ne sais faire qu'un seul geste, je retourne ma veste " Derrière le clinquant des mots, des formules-choc et du lyrisme grandiloquent se dessine le vrai visage de Mélenchon qui ne manque pas, à l'occasion, de rassurer les " investisseurs " en leur jurant qu'ils n'ont rien à craindre de lui. Nous le confirmons. Mélenchon, le rabatteur de voix pour Hollande, aura bien récité sa leçon.

Daniel Petri et Pedro Carrasquedo

Modifié le jeudi 19 avril 2012

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... >>



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... >>



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... >>



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »